

La Territoriale: du roi Leopold II
au marechal Mobutu Sese Seko.

STANFORD LIBRARIES

JS
7715.3
A6L78
1984



HOOVER INSTITUTION
on War, Revolution, and Peace

FOUNDED BY HERBERT HOOVER, 1919

OK 44755P9

COLLECTION ETUDES

la territoriale

**DU ROI
LEOPOLD II
AU MARECHAL
MOBUTU
SESE SEKO**

Série II: HISTOIRE



FORCAD

INSTITUT MAKANDA KABOBI
Kinshasa

Digitized by Google

COLLECTION ETUDES

la territoriale

**DU ROI
LEOPOLD II
AU MARECHAL
MOBUTU
SESE SEKO**

Série II HISTOIRE



FORCAD
INSTITUT MAKANDA KABOBI
Kinshasa

FCRCAD
(c) Institut Makanda Kabobi
4ème trimestre 1984 - Kinshasa
Dépôt légal n° 245/76



Citoyen MOBUTU SESE SEKO
Président-Fondateur du M.P.R., Président de la République
Maréchal du Zaïre

INTRODUCTION

Les publications de l'Institut Makanda Kabobi classées dans la série 2 de la collection "Etudes" constituent une contribution de l'Ecole du Parti à l'élaboration de l'Histoire nationale. Tout naturellement, **"Du Roi Léopold II au Maréchal Mobutu Sese Seko"** s'inscrit dans cette perspective, en s'intéressant aux structures qui organisent et gèrent ce que, ailleurs, on appelle le pouvoir régional.

Après avoir situé l'espace dans lequel s'exerce ce pouvoir, l'on procédera à un examen rapide des textes régissant le fonctionnement de l'administration régionale. Cet examen remontera jusqu'à la période coloniale dont l'influence sur la territoriale dans sa mouvante structuration demeure encore marquante de nos jours.

A partir des textes légaux, il faut chercher à dégager l'esprit des réformes qui ont affecté la territoriale tout au long de l'histoire du pays. Il faut étudier également le fondement et la signification de la nomenclature des administrateurs ainsi que l'évolution de la législation en cette matière.

A l'instar de ses devanciers, ce livre propose une lecture verticale mais aussi horizontale de l'organisation territoriale de notre pays. Il représente une rampe de lancement qui aidera assurément le lecteur à mieux connaître l'environnement socio-politique national et à le découvrir toujours davantage.

En annexe, nous présentons un répertoire de hauts cadres nationaux servant ou ayant servi dans la territoriale. La période couverte va de 1960, année de l'accession du pays à la souveraineté nationale, à 1983. L'ouvrage s'enrichit d'une liste de textes légaux relatifs à l'organisation de la territoriale. Ces annexes sont d'une utilité évidente.

Chapitre I

L'EMPIRE DE L'ETAT INDEPENDANT DU CONGO

Le Zaïre, sous sa forme léopoldienne d'Etat Indépendant du Congo, c'est-à-dire, territoire appartenant au seul pouvoir exclusif du Roi des Belges, Léopold II, était, de 1888 à 1895, divisé en districts (douze au total, puis quinze) placés sous la responsabilité des commissaires de district, administrateurs européens nommés par le Monarque belge.

Curieusement, il n'aurait existé dans ce modèle léopoldien originel, aucune structure d'organisation politique ou administrative, reconnue ou de fait, s'intéressant aux affaires de la cité autochtone. Certes, le 1er mars 1888 vit la publication du règlement sur les palabres. Ce texte reconnaissait l'importance de la coutume et l'autorité des chefs coutumiers dans le règlement de "différends d'ordre politique ou administratif où sont intéressés un ou plusieurs indigènes."

Cependant, il faudra attendre 1891 pour que soit publié un texte législatif destiné aux "natifs" : il s'agit du texte reconnaissant le principe de l'existence légale des chefferies traditionnelles. Dans la mesure où la politique coloniale esquissée de l'époque semblait s'inspirer étroitement de la politique d'administration indirecte (le fameux *indirect rule*) expérimentée par les Britanniques dans les territoires sous leur dépendance, la reconnaissance de la chefferie apparaissait comme un préalable dans le processus de la concrétisation de cette politique qui impliquait, en effet, au moins, que le pouvoir colonial reconnaisse le pouvoir local coutumier et qu'il administre les populations en s'appuyant sur un pouvoir relevant par ailleurs de la coutume.

L'article premier du Décret du 6 octobre 1891 dispose que "dans les régions déterminées par le Gouverneur général, les chefferies indigènes seront reconnues

comme telles, si les chefs ont été confirmés, par le Gouverneur général ou en son nom, dans l'autorité qui leur est attribuée par les coutumes." L'article 5 du Décret précise en outre que les chefs indigènes exerceront leur autorité conformément aux us et coutumes.

Une lettre circulaire du vice-gouverneur général en date du 18 avril 1904 va couper court aux interprétations diverses en reconnaissant officiellement ces entités de base, en ces termes : l'investiture gouvernementale accordée aux chefs indigènes représente une consécration de l'Etat à l'autorité que la coutume leur attribue. La Circulaire va même jusqu'à spécifier que la chefferie reconnue par l'Etat constitue "un petit Etat dans l'Etat".

Cette Circulaire stipule par ailleurs que le chef investi a le pouvoir de commander et d'assurer l'exécution de ses ordres par des châtiments. En outre, l'Etat colonial lui promettait tout l'appui moral et matériel, l'aide de la Force Publique et des autres rouages administratifs tel le service pénitencier.

Le 3 juin 1906 paraissait un autre Décret, dit "Décret sur les Chefferies". Ce texte confirme les dispositions du décret précédent mais avance d'un pas dans la voie de la reconnaissance des chefferies. En effet, le décret étend le système des chefferies à l'ensemble du territoire et leur confère une organisation légale définitive. Le décret définit la chefferie comme une subdivision administrative du poste. Son territoire est contigu au territoire des chefferies voisines de telle sorte que "par le développement complet de l'institution, le territoire entier de l'Etat, sera subdivisé finalement en chefferies."

Ce décret a l'avantage en outre d'avoir défini l'institution-chefferie qui "se compose d'un seul village ou de plusieurs villages placés sous l'autorité d'un chef unique" (art. 2 al. 1).

Le dernier texte connu du régime léopoldien sur les chefferies, est la Circulaire du 16 août 1906. Ce texte revient sur le décret du 3 juin et sur les dispositions antérieures y relatives, rappelle notamment que le décret consacre l'existence d'un droit coutumier indigène-

ne à côté des lois écrites.

Le 20 novembre 1907 voit la fin du régime léopoldien sur le Congo. L'Etat Indépendant du Congo venait d'être cédé par le Roi à son Royaume.

De 1885 à 1907, l'organisation territoriale, politique et administrative du pays offre deux niveaux de pouvoir : le niveau central dont le commandement était installé à Bruxelles, et le niveau local ayant son poste de commandement à Boma, plus tard à Léopoldville. Le niveau du pouvoir local avait à sa tête un administrateur général du Congo devenu Gouverneur Général du Congo. Celui-ci avait sous son contrôle une administration territoriale organisée à deux niveaux : l'organisation européenne (districts et zones) et l'organisation coutumière (chefferies) reconnue par l'Etat colonial.

Chapitre II

L'ORGANISATION TERRITORIALE SOUS LE REGIME DU CONGO BELGE

En succédant à Léopold II en 1907 à la tête du Congo devenu désormais dépendance de la Belgique, les Belges entreprennent une réorganisation politico-administrative dans le sens de la mise en application effective de l'*indirect rule* hérité du régime léopoldien, en responsabilisant tout au moins théoriquement les institutions socio-politiques indigènes.

Cet effort de réorganisation se manifeste dès 1910 avec la publication du Décret du 2 mai organisant les chefferies en sous-chefferies, entités politico-administratives de plus petite dimension. L'émiettement du pays apparu avec la création de chefferies dont la plupart ne semblent pouvoir trouver aucun fondement, prend des dimensions dramatiques avec la naissance de sous-chefferies.

En 1944, l'organisation territoriale européenne présente un autre visage. Le pays est en effet sous l'empire de la Charte coloniale (la fameuse loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo). La nouvelle organisation européenne divise le pays en quatre provinces (Congo-Kasaï, Equateur, Province Orientale, Katanga) qui deviendront six en 1953 avec l'apparition des provinces de Léopoldville et du Kivu.

Au cours de cette même année, à l'initiative du célèbre ministre Louis Franck dit le père de la politique indigène, une nouvelle organisation de base est lancée appelée Charte de l'organisation politique et administrative des groupements indigènes. En effet, le Décret du 5 décembre 1933 "crée et organise cette entité toute nouvelle qu'est le "Secteur". Il introduit une série d'innovations qui, sans être spectaculaires sont néanmoins importantes. C'est ainsi qu'il s'abstient

de reconnaître les sous-chefferies espérant par là supprimer une des causes de l'émiettement et de la dégradation de l'autorité traditionnelle. Il attribue, ensuite, aux circonscriptions indigènes la personnalité civile ainsi que des finances propres"(1).

Le décret du 5 décembre définit le secteur comme une circonscription administrative formée par la réunion de collectivités indigènes hétéroclites, incapables de s'administrer de façon harmonieuse alors que la chefferie est considérée par le même texte comme un ensemble homogène de groupements traditionnels et dirigés par un chef coutumier. La chefferie constitue donc une entité politique avant sa récupération par le système colonial.

Si la chefferie s'intègre parfaitement dans la réalité coutumière, il n'en est rien du secteur, création artificielle qui déborde souvent le cadre coutumier. Parfois, il englobe plusieurs entités coutumières qui, cependant, conservent leur système d'organisation et leurs autorités traditionnelles.

Au cours de la même époque, l'on assiste à la naissance du territoire, subdivision du district. La ville qui apparaît à la veille de l'indépendance est subdivisée en communes. L'autorité du territoire est l'administrateur de territoire alors que celle du district est le commissaire de district. Le pouvoir de la ville est réparti entre le conseil de ville, le conseil échevinal urbain et le premier bourgmestre. Celui de la commune est détenu par le conseil municipal, le collège échevinal et le bourgmestre.

Le régime colonial belge va également créer, à partir de 1957 (Décret du 10 mai) des conseils des chefferies et des secteurs, de même que le collège permanent appelé progressivement à remplir le rôle de collège échevinal. Au total, ce texte fait un travail de systématisation, de codification de toute la législation antérieure en matière de politique indigène.

(1) DEMUNTER (P), *Masses rurales et luttes politiques au Zaïre*, Paris, Anthropos, 1975, p. 79.

Section I

L'évolution de la législation

La première subdivision territoriale serait intervenue aux termes du Décret du 1er août 1888 établissant les districts. En 1895, aux termes de la Circulaire du 4 août, les districts couvrant des superficies considérables sont divisés en zones. Le terme "province" est employé pour la toute première fois le 23 décembre 1900. Mais ce terme ne recouvrera son contenu que dix ans plus tard avec la naissance de la province du Katanga en 1910.

Le 5 décembre 1933 voit la naissance juridique du secteur dont le principe, selon certains auteurs, remonterait à 1904, c'est-à-dire trois ans avant la fin du régime léopoldien sur le Congo. Le poste, la plus petite subdivision de type colonial, aurait vu le jour vers 1906, année qui est considérée comme celle de l'intégration des chefferies en subdivisions administratives des postes.

La première loi qui fit office de constitution du Congo pendant la période coloniale est promulguée en 1908. C'est la fameuse "Charte coloniale". Celle-ci a adapté les institutions traditionnelles aux exigences socio-économiques coloniales.

En 1914, un nouveau régime entra en vigueur. L'Arrêté royal du 28 juillet 1914 décentralisait Boma alors "Ville-Capitale" par rapport à Bruxelles. Sur le plan interne, Boma consolidait ses pouvoirs à l'égard des provinces. L'interprétation erronée de l'arrêté conduisit cependant à la décentralisation interne.

Celle-ci va être renversée en 1933, avec la publication de l'arrêté royal du 29 juin réduisant l'autonomie des districts et celle des provinces.

Plus tard, le 1er juillet 1947, l'arrêté du Régent renversa à nouveau le courant en faveur d'une certaine décentralisation interne.

Enfin, le 13 janvier 1959, secoué par les forces d'émancipation, le gouvernement belge doit prendre l'enga-

gement solennel de démocratiser, à plus ou moins brève échéance, les institutions du Congo et de conduire le pays à l'indépendance. Le Décret du 13 octobre 1959 opta pour une large décentralisation.

C'est dans ce cadre qu'intervint la Table Ronde politique de Bruxelles en janvier et février 1960 qui précipita l'accession du pays à l'indépendance.

La "Loi fondamentale" du 19 mai 1960, à cheval entre la période coloniale et celle post-coloniale, amplifia le processus de décentralisation en dotant les six provinces d'une large autonomie. Sans doute prenait-elle en compte les résolutions du Congrès de Kisantu (24 au 27 décembre 1959) qui prévoyaient que le Nouvel Etat Indépendant serait formé de "six Etats fédérés qui pourraient être appelés "républiques" et qui seront subdivisés en provinces et en communes" (2).

Section II

La nomenclature des Administrateurs

1. Le Commissaire de district : 1888 - 1910.

L'étendue "district" (du latin *districtus* = fortement attaché) dépendait entièrement du Roi Léopold II et était dirigée par un personnel cosmopolite.

Le terme "commissaire de district" semble avoir été utilisé pour la première fois sous l'Etat indépendant du Congo pour désigner les hauts fonctionnaires nommés par le Roi et tenant lieu de préposés.

Le terme se serait maintenu jusqu'en 1910, date de l'apparition de la première province que connut le pays, celle du Katanga et en 1914 pour les autres districts.

(2) Cfr. Van LANGENHOVE (F), *Le Congo et les problèmes de la décolonisation*, Dossier "La crise Congolaise", Document 10, in "Chronique de politique étrangère", Institut Royal des relations internationales, Bruxelles, volume XIII, n° 4 à 6, juillet-novembre 1960.

2. Le vice-gouverneur général : 1910 - 1933.

L'organisation provinciale naquit au Katanga en 1910 et se ramifia à partir de 1914. Il fut placé à la tête, nous l'avons dit, un "vice-gouverneur général", investi de larges pouvoirs, conséquence de la tendance décentralisatrice de l'époque. Il n'est pas impossible que l'administration ait voulu stopper les "ambitions" de la Rhodésie voisine au Katanga.

3. Le commissaire de province : 1933 - 1947.

En 1933, l'autonomie des provinces se réduisit sensiblement. L'autorité provinciale n'était plus l'Assistant du gouverneur général (vice-gouverneur général) mais elle devenait son subordonné. Une circulaire le privera de plusieurs compétences, notamment la faculté de traiter directement avec le ministère de la colonie. Devenu haut-fonctionnaire, le chef de la territoriale, commis de l'Etat, fut soumis au contrôle d'un inspecteur d'Etat assistant le gouverneur général. Cette situation durera 15 ans environ.

4. Le gouverneur de province : 1947 - 1960

En 1947, le courant fut renversé au profit de la situation d'avant 1933. Et pourquoi ? Le gouverneur général du Congo avait acquis depuis la deuxième guerre mondiale une grande autonomie vis-à-vis de la métropole. Le gouverneur général, qui avait la mainmise sur tout le territoire, se dépouilla de la grande partie de ses attributions au profit des responsables provinciaux, afin de mettre en place un pouvoir provincial fort et de permettre à ses responsables de faire fonctionner aisément leurs services décentralisés. Ainsi le chef de la territoriale devint "gouverneur de province".

Section III

Fondement et signification de la nomenclature

Le colonisateur inventa quatre termes pour désigner le responsable de la territoriale : Commissaire de District, Vice-Gouverneur Général, Commissaire de Province, Gouverneur de Province.

1. Le Commissaire de District

A l'époque de l'Etat Indépendant du Congo, l'entité territoriale "District" n'avait au-dessus d'elle aucun autre pouvoir en dehors de celui du Roi, qui nomma de hauts fonctionnaires soumis à sa seule autorité.

L'Etat Indépendant du Congo étant un domaine privé de Léopold II, le Commissaire de District était donc un fonctionnaire, acquis à la cause léopoldienne qui se résumait à l'exploitation à tous crins de la colonie.

Le titre a survécu quelques années après l'Etat Indépendant du Congo de 1908 à 1914. Au Katanga, il disparut en 1910 avec la naissance de la province.

La Charte coloniale, encore une fois, ne toucha pas à la centralisation des pouvoirs assurés par la lointaine métropole. Cependant, contrairement à la période antérieure, à savoir l'Etat Indépendant du Congo, le commissaire de district n'exécutait plus la politique d'un seul individu, en l'occurrence celle du Roi ; il mettait en oeuvre la politique élaborée par le gouvernement belge.

2. Le Vice-Gouverneur Général

Le Gouvernement belge consentit de larges pouvoirs au responsable de l'ensemble des districts devenus aussitôt province du Katanga. Il plaça à la tête un "vice-gouverneur général" qui se comportait en réalité comme un gouverneur général. Il avait un gouvernement général en miniature, traitait directement avec le gouvernement belge sans passer par le gouverneur général.

Le vice-gouverneur général était non seulement "administrateur", mais aussi "animateur politique". Il animait la politique coloniale acquise entièrement à l'Ecole d'Anvers spécialisée en sciences coloniales, politiques à la fois d'assimilation à la française et de développement autonome à l'anglaise.

A cette époque, le vice-gouverneur était considéré comme l'Assistant du gouverneur général, tous deux dépendant du ministère de la colonie.

Mais, l'interprétation s'avère abusive. En effet, la décentralisation visait plus le gouvernement général par rapport à Bruxelles que les entités locales.

3. Le Commissaire de Province

Le titre de "commissaire de province" est employé pour la toute première fois en 1933. Il est consacré par l'arrêté royal du 29 juin de la même année. La genèse de ce titre, cependant, remonte à 1914. En effet, à cette période, les provinces furent étroitement soumises à Boma devenu aussitôt autonome vis-à-vis de la Métropole.

Le commissaire de province n'était plus représentant du gouvernement belge dans la colonie ; il devint représentant du gouvernement général, bref, un commis.

D'autre part, on le priva de plusieurs compétences, notamment celle de traiter directement avec le Ministère de la colonie sans passer par le gouverneur général.

Le gouvernement belge fit alors du responsable provincial un haut fonctionnaire recevant les ordres du gouverneur général qui, seul, exécutait dans la colonie, la politique de la Métropole.

4. Le Gouverneur de province

Le titre de gouverneur de province trouve son fondement dans la politique de décentralisation instaurée par l'arrêté du Régent du 1er juillet 1947. Au terme de cet arrêté, le responsable de la territoriale recouvra à nouveau le pouvoir exécutif. Il organisait ses services

indépendamment du gouverneur général. La province avait son budget, et fonctionnait comme un gouvernement, ce qui justifiait le titre de "gouverneur", par comparaison avec celui de "gouverneur général" dans la capitale.

A la différence du vice-gouverneur général à l'époque, le gouverneur de province répondait du gouverneur général investi de larges pouvoirs depuis l'autonomie reconnue au Congo Belge en 1914. Le gouverneur de province était un administrateur et un animateur de l'idéologie coloniale. Il était investi du pouvoir exécutif et se trouvait placé à la tête d'une entité autonome.

Cette nomenclature resta en vigueur jusqu'à l'accession du pays à l'indépendance.

Chapitre III

LE REGIME DE LA PREMIERE REPUBLIQUE

Le Zaïre a accédé à sa souveraineté nationale et internationale avec une administration territoriale mise en place par la Métropole. Plus précisément, l'Etat était formé de provinces, qui étaient au nombre de six.

Si les provinces, dotées de la personnalité civile, n'avaient pas l'ensemble des pouvoirs qui n'étaient pas explicitement du ressort du pouvoir central, elles recevaient cependant de larges compétences qui étaient soit exclusives, soit exercées concurremment avec l'Etat central. Il faut faire remarquer que les provinces étaient dotées d'une assemblée législative et d'un gouvernement local, qui disposaient de pouvoirs spécifiques et indépendants du pouvoir central, en l'occurrence dans leurs rapports avec les collectivités territoriales qu'elles géraient. Emanation de la province en ce qui concerne l'assemblée, et de l'assemblée en ce qui concerne l'exécutif, ces institutions provinciales ne pouvaient être considérées comme des représentations du pouvoir central.

La Constitution du 1er août 1964 dite de Luluabourg dont le principe avait été retenu par la Conférence de la Table Ronde de Bruxelles (qui demandait aux chambres congolaises d'élaborer et d'adopter une constitution définitive) démembra les provinces qui passèrent de six à vingt-et-un.

En somme, cette Constitution amplifiait le fédéralisme latent de la Loi fondamentale, en donnant aux provinces des pouvoirs constitutionnels (la révision de la Constitution est soumise à une majorité des deux tiers au moins des assemblées provinciales), législatifs et exécutifs autonomes. Le Sénat demeurait représentatif des provinces puisque six sénateurs par province sont élus comme en 1960 par les assemblées provinciales.

A l'inverse, les cooptations ont disparu. Les compétences législative et exécutive se répartissaient grosso-modo comme dans la Loi fondamentale.

Toutefois, les provinces disposaient de plus d'autonomie qu'antérieurement. En effet, les matières réservées à l'Etat central ont été limitées et les matières de la compétence des provinces étendues, que ce soit concurremment ou exclusivement. Le commissaire d'Etat, représentant de l'Etat central dans les provinces, a disparu. Il a été remplacé par le gouverneur, fonctionnaire provincial, mandataire du Président de la République.

En outre, si dans la Loi fondamentale en 1960, les provinces n'avaient pas la plénitude des pouvoirs résiduels dans toute matière qui n'était pas explicitée comme étant de la compétence du gouvernement central, elles ont en 1964 tous les pouvoirs sauf s'ils sont expressément mentionnés dans la Constitution de la République comme étant de la compétence exclusive de l'Etat central ou de la compétence concurrente de celui-ci et des provinces.

Ces changements semblent s'être justifiés par les sentiments de frustration qu'éprouvaient certains groupes qui s'estimaient lésés dans leurs droits et par les ambitions que nourrissaient la plupart des leaders politiques de l'époque, de posséder un espace de pouvoir, en l'occurrence une province s'étendant aux limites de leur ethnie.

Section I

L'évolution de la législation

La nouvelle République a hérité des structures coloniales (cfr. art. 6 et 7 de la Loi fondamentale). Les six provinces se virent dotées d'une large autonomie. La Constitution va même jusqu'à préciser qu' "une loi peut en créer d'autres", entendez provinces.

Cette disposition ainsi que les lois du 9 mars et 27

avril 1962 vont conduire à la prolifération de provinces dont le nombre va passer de 6 à 21. Chaque province, on l'a vu, avait sa constitution ainsi que ses structures administratives.

La dernière législation de la Première République est intervenue le 1er août 1964 avec la Constitution dite de Luluabourg. Elle conduisit à l'uniformisation des appellations des entités territoriales. Mais cette Constitution n'aura existé que pendant quinze mois.

Section II

La nomenclature des Administrateurs

Dans la capitale, le Gouverneur général colonial a cédé la place au Président de la République qui est aux termes de la Constitution, Chef de l'Etat. En province, le gouverneur provincial se fait appeler président provincial.

Cette nomenclature tire sa source de la Loi fondamentale (art. 8) ainsi que de la Constitution du 1er août 1964 mettant fin à la confusion des pouvoirs entre les institutions centrales et les institutions provinciales.

1. Le président provincial : de 1960 à 1964

Ce titre de président provincial semblait trouver son origine dans la conception selon laquelle si chaque responsable pouvait bien administrer la portion de son Etat fédéré, l'effort de mieux faire partout entraînerait le progrès de l'ensemble du pays. La Loi fondamentale en vigueur de 1960 à 1964, ainsi que son avenant du 1er août 1964 accordaient à l'autorité provinciale des attributions telles que cette dernière était en fait considérée comme le premier responsable de l'Etat fédéré, voire le Chef d'un Etat fédéré.

Mais quelles en furent les implications ? Les courants centrifuges minèrent le pouvoir central ; cette conception du pouvoir engendra la confusion, voire même des conflits. L'expérience était condamnée à l'échec.

2. Le gouverneur de province : de 1960 à 1965

Pour bien se retrouver dans cette appellation, l'on doit remonter à la Constitution de Luluabourg qui a instauré un fédéralisme de fait au Congo. La décentralisation poussée justifiait l'appellation de "gouverneur" : celui qui administre et qui a le pouvoir politique. Le gouverneur présidait aux destinées de sa province en tant qu'Etat fédéré. Cependant, à cette période, il faut souligner un certain rattachement au pouvoir central, par rapport à la situation régie par la Loi fondamentale.

Section III

Fondement et signification de la nomenclature

1. Le président provincial

Le titre de "président provincial" trouve sa justification dans la Loi fondamentale instaurant les institutions provinciales. Le Président provincial avait son gouvernement, son assemblée législative, sa police, ses services de renseignements, son armée, etc. L'idée du législateur était de permettre le développement autonome au profit du pays tout entier. Le responsable provincial était en réalité président d'un Etat fédéré. Il provenait quasi-automatiquement du parti majoritaire à l'assemblée provinciale. Toutefois, son entrée en fonction était subordonnée à une investiture par le Parlement provincial.

A vrai dire, le président provincial, compte tenu de l'importance de ses attributions, n'était pas un administrateur civil au sens du représentant du Président de la

République, chargé de fonctions de conception et d'encadrement dans une entité territoriale. Mais l'appellation semble être justifiée par le souci d'éviter toute confusion avec un haut fonctionnaire.

2. Le gouverneur de province

Cette dénomination vint pour éviter la désolation, la carence d'autorité centrale et le conflit d'attribution entre les provinces et le gouvernement central. Celui-ci octroya au responsable de la province le titre de "gouverneur". Il n'y aurait plus désormais de confusion avec le Président de la République, chef de l'Etat, et le gouvernement provincial. Cependant, la constitution de 1964 était encore une fois favorable au fédéralisme. La province demeurait autonome.

A l'instar du président provincial, le "gouverneur de province" demeurait moins un administrateur civil représentant le pouvoir central, qu'un chef d'un Etat fédéré ; il n'avait de compte à rendre à aucune autorité en dehors de ses frontières.

La Deuxième République a hérité le 24 novembre 1965, de cette appellation. Elle l'a conservée pendant deux ans. Mais la vision des choses n'était plus la même. Un nouveau cadre, une nouvelle conception de l'autorité politique s'est décantée.

Chapitre IV

LA DEUXIEME REPUBLIQUE

La Deuxième République naîtra de l'aspiration du peuple zaïrois à l'unité territoriale, à la cohésion nationale et à la paix. Les découpages administratifs sont une réponse apportée à cette aspiration profonde.

Annoncée aux deux chambres législatives qui n'ont pas été dissoutes et qui se sont réunies en Congrès le 24 décembre 1966, vulgarisée au cours de la première tournée présidentielle en provinces, la volonté de rupture d'avec l'ancien système constitutionnel, amorcée dès le 1er janvier 1967, se concrétisait dans les deux textes légaux suivants : l'ordonnance-loi n° 67-177 du 10 avril 1967 et la Constitution révolutionnaire du 24 juin 1967.

Dans son discours du 24 décembre 1966, le chef de l'Etat annonçait une série de mesures fondamentales dont la réduction du nombre de provinces qui passeront de 21 à 12 (avril 1966) et de 12 à 8 (novembre-décembre 1966), l'apolitisation des gouverneurs de province qui, des élus locaux et hommes politiques, deviennent des fonctionnaires de carrière, la suppression des fonctions de vice-gouverneur, la défonctionnalisation des assemblées provinciales qui, d'Assemblées législatives, deviennent de simples conseils consultatifs et la suppression de l'exécutif provincial. Proclamées le 24 décembre 1966, ces mesures étaient applicables dès le 1er janvier 1967. L'Ordonnance-loi n° 67-177 du 10 avril 1967 ne faisait par conséquent qu'adapter la loi à la pratique.

Les innovations essentielles apportées par cette ordonnance présidentielle sont les suivantes :

1. la province perd sa personnalité juridique distincte de celle de l'Etat ; ses autorités fonctionnarisées sont

nommées par le pouvoir central duquel elles dépendent hiérarchiquement (art. 5) ;

2. l'assemblée législative provinciale perd son pouvoir législatif qui appartient désormais à la seule assemblée nationale. L'assemblée provinciale n'exerce plus qu'un rôle consultatif.
3. à l'instar de la province, le district et le territoire sont réduits au statut de simples circonscriptions administratives ;
4. en revanche, les villes, chefferies et secteurs englobés dans un territoire ou dans une zone annexe jouissent de la personnalité juridique et sont décentralisés ;
5. c'est le Président de la République qui détermine par voie d'ordonnances-lois :
 - le nombre, la dénomination, le chef-lieu et les limites des provinces, ainsi que celles de la ville de Kinshasa, capitale de la République qui ne relève d'aucune province ;
 - le nombre, la dénomination, le chef-lieu et les limites des districts faisant partie d'une province ;
 - le nombre, la dénomination, le chef-lieu et les limites des territoires faisant partie d'un district (art. 2).

De son côté, le ministre de l'Intérieur détermine par arrêté ministériel, la dénomination et les limites des villes, des communes et des chefferies et secteurs englobés dans une ville ou dans un territoire.

Cette organisation restera en vigueur jusqu'en 1973 lorsque la loi n° 73-015 du 5 janvier 1973 opte, excepté en ce qui concerne la ville de Kinshasa, pour une administration hiérarchisée et centralisée. Elle est une réponse au double régime de la centralisation et de la décentralisation.

La loi n° 73-015 du 5 janvier 1973 ne restera pas non plus sans critique. Dans son discours du 1er juillet

1977 intervenu après les douloureux événements du sud-ouest du pays, le Président-Fondateur déclarait notamment : "Depuis le 8 mars (début de l'invasion du Shaba) je n'ai cessé de méditer sur les causes de la défaillance de notre système. Ces réflexions m'ont amené à constater que notre système risquait d'être bloqué par asphyxie. En effet, je crois que la voix du peuple est souvent étouffée et elle risquait de se faire entendre trop tard." Dans ce même discours, le Président-Fondateur annonçait des élections générales : présidentielle, législatives, municipales et même des élections au suffrage universel des membres du Bureau Politique du Mouvement Populaire de la Révolution.

Une révision constitutionnelle allait couler sous forme de loi les préoccupations présidentielles. Il s'agit de la Loi n° 78-008 du 20 janvier 1978 portant organisation territoriale et administrative de la République.

La nouvelle loi revient pour l'essentiel au régime d'avant le 5 janvier 1973 à la seule différence que les localités urbaines sont devenues aussi de simples divisions et subdivisions administratives du territoire national, dépourvues de la personnalité juridique.

Aujourd'hui, la Loi n° 82-006 du 25 février 1982 dote la ville de Kinshasa, les régions, les villes, les zones, les collectivités, de la personnalité juridique, et celles-ci sont profondément décentralisées.

Section I

L'évolution de la législation

La Deuxième République a restauré, moyennant quelques modifications, l'organisation territoriale en vigueur à la date du 30 juin 1960. On y trouve en effet le schéma suivant : province, district, territoire, collectivité locale.

Le 1er janvier 1967, le nombre de provinces passa de 21 à 12 et finalement à 8, plus la ville de Kinshasa.

Ces modifications, par rapport aux six provinces de 1960, portèrent essentiellement sur les anciennes provinces de Léopoldville et du Kasai. Cette décision fut traduite juridiquement dans une ordonnance-loi du 10 avril 1967.

Il faut signaler que du 24 novembre 1965 au 23 juin 1967, le pays a fonctionné sans texte constitutionnel.

La Constitution de 1967 n'a pas apporté de changement substantiel à l'organisation administrative susmentionnée. La première réforme est intervenue le 20 janvier 1968 ; elle est relative à l'organisation administrative des villes, et au statut de la ville de Kinshasa. A cette période, tous les bourgmestres nommés étaient choisis parmi les cadres oeuvrant dans les appareils du Mouvement Populaire de la Révolution. La volonté du pouvoir était de faire des responsables territoriaux, des animateurs politiques avant tout.

Pour revenir à la Constitution révolutionnaire de 1967, disons que celle-ci radicalisa le courant unitariste et institua un régime présidentiel centralisateur.

En 1970, le M.P.R. était institutionnalisé. Le Premier Congrès Ordinaire du Parti en 1972, "radicalisa" la fonction politique du Mouvement Populaire de la Révolution, ce qui nécessita de part et d'autre les révisions constitutionnelles du 23 décembre 1970 et du 15 août 1974. En effet, la Loi du 23 décembre 1970 procurait au M.P.R., un certain nombre de garanties constitutionnelles devant lui permettre d'animer la vie politique du pays. Par la révision du 15 août 1974, le M.P.R., institution suprême, devenait en même temps l'institution unique.

L'objectif final poursuivi par ces réformes était le cheminement vers l'intégration des structures du Parti et de l'Etat, ainsi que la mise en place d'une nouvelle organisation socio-politique. Dans la territoriale, la dualité des exécutifs s'effaçait déjà dès 1967.

La réforme du 5 janvier 1973 subdivisait désormais le pays en régions, sous-régions, zones, collectivités, localités.

La révision constitutionnelle du 15 février 1978 marquait quelque peu le mouvement d'assouplissement de

la centralisation du pouvoir, référence faite au discours présidentiel du 1er juillet 1977.

La même année, le Conclave du Bureau Politique du 31 juillet au 4 août 1980 projetait une nouvelle vision de la notion de l'unité de commandement.

Toutes ces décisions ont été déterminantes dans la mutation terminologique au sein de la territoriale.

La grande réforme cependant resta celle du 25 février 1982, en application de la Décision d'Etat du Comité Central du M.P.R. du 8 juin 1981. Il s'agit de la "Loi sur la décentralisation". Aux termes de cette loi, les entités territoriales de grande importance ont été décentralisées : région, ville, zone, collectivité. Concrètement, cette loi reconnaît au profit des entités décentralisées un certain nombre de matières gérées relevant de leur seule compétence, même si le pouvoir central conserve encore son pouvoir de contrôle.

Section II

La nomenclature des Administrateurs

Certes, la Deuxième République a maintenu un moment la nomenclature du régime précédent en ce qui concerne l'appellation du responsable de la territoriale. Mais, nous l'avons vu, elle lui a donné un tout autre contenu. La nouvelle pensée politique est exprimée dans le discours du Président de la République à l'intention des gouverneurs de province, le 6 janvier 1966 : "à partir de maintenant, vous allez remplir votre tâche de grands commis de l'Etat".

1. Le gouverneur de province : de 1965 à 1967

L'appellation "gouverneur de province" est donc maintenue en 1965 même si on lui trouve une autre coloration. En effet, à cette période, existe un "corps d'inspecteurs d'Etat" qui permet un double contrôle de l'autorité provinciale par le pouvoir central. Le premier contrôle s'effectue sur la base du rapport du gouverneur, le second se fait sur la base du rapport de l'inspecteur d'Etat, les deux rapports pouvant être confrontés.

Sur le plan politique, parallèlement au gouverneur de province, apparaît à la naissance du M.P.R., le 20 mai 1967, une deuxième autorité investie d'immenses prérogatives politiques : c'est "le président régional du M.P.R."

2. Le président régional du M.P.R. et gouverneur de province : de 1967 à 1972

L'autorité qui avait le pouvoir de décision administrative était le "gouverneur". Le M.P.R., ayant été institutionnalisé, plaça à la tête de la territoriale un "président régional", représentant le Président-Fondateur du Parti en province.

Avec le principe de la suprématie du Parti, il fallait s'attendre à ce que cette situation entraîne un conflit des pouvoirs entre les deux personnalités. La solution a été trouvée lors de la réforme du 13 octobre 1967 portant intégration des structures du Parti et de l'Etat dans la Territoriale. En effet, le président régional du M.P.R. devenait en même temps gouverneur de province.

3. Le président régional du M.P.R. et commissaire de région : de 1972 à 1980

L'entité "province" devient "région" le 30 août 1972. La tendance en 1972 était de calquer l'organisation

administrative du pays sur celle du Parti, c'est-à-dire, le M.P.R. intégrait en lui la réalité politico-administrative. En effet, le président régional du M.P.R. était aussi gouverneur de province. Mais pourquoi ne pas uniformiser les appellations de l'entité territoriale sur laquelle s'exerce, dans le chef d'une seule et même personne, et le pouvoir politique et le pouvoir administratif ? L'avantage ici serait d'avancer vers une nomenclature intégrée des structures nationales. Par ailleurs, la volonté du Chef du Parti, centre des décisions, est consignée, nous l'avons vu, dans le discours du 6 janvier 1966 dans lequel il précise que le responsable régional n'est rien d'autre qu'un "commis" de l'Etat. Il faut donc briser la distorsion entre la fonction et le titre accordé au chef de la territoriale.

Le responsable de région devint alors président régional du M.P.R. et commissaire de région.

4. Le président régional du M.P.R. commissaire politique et gouverneur de région : de 1980 à 1981

Au 4 août 1980, il est question de redynamiser la base et lui donner un souffle nouveau, en la faisant participer au processus de conception, d'inspiration et de décision du M.P.R. En outre, il fallait investir le président régional du M.P.R. d'un réel pouvoir. En effet, avant cette période, le responsable de région se trouvait souvent en conflit soit avec le commandant militaire, soit avec l'autorité judiciaire. De plus, le commissaire d'Etat de passage en région avait tendance à considérer le président régional comme son subalterne. Il était souhaitable qu'on l'investisse d'un pouvoir évident : le président régional devient alors gouverneur de région en même temps qu'il fait son entrée au Bureau politique, alors organe de conception, d'inspiration et de décision du M.P.R.

Le gouverneur se fait assister alors de deux commissaires de région, l'un politique, l'autre administratif. Le premier assistait le président régional du M.P.R.,

le second s'occupait de l'appareil administratif régional. Au remaniement de 1981, l'on progresse dans la perception de la réalité de l'entité régionale et, la formule ci-dessus décrite est annulée.

5. Le président régional du M.P.R. et gouverneur de région : de 1981 à 1984

Au 2 octobre 1981, le processus de décentralisation fait son chemin : le responsable régional qui a quitté le Bureau politique a reçu en revanche d'immenses attributions. Président régional du M.P.R., il est aussi gouverneur de région.

La grande réforme du 25 février 1982 fera de lui le troisième organe des organes de l'entité décentralisée, et aussi le président du comité régional du M.P.R., et par ailleurs, il est le délégué du Conseil Exécutif et représentant du Chef du Parti.

Section III

Fondement et signification de la nomenclature

La Deuxième République n'a pas inventé sa propre terminologie. Elle a maintenu, "mutatis mutandis", la nomenclature antérieure. La Deuxième République est même remontée à la période coloniale pour puiser certaines appellations. Toutefois, les mêmes appellations ne recouvrent pas les mêmes contenus.

1. Le gouverneur de province

En 1965, il y a eu réforme politique dans l'exercice du pouvoir dans le chef de la territoriale. En effet, à cette époque, le pouvoir est renforcé au sommet. Les provinces sont dépourvues de la personnalité juridique.

Le pays est sans Constitution. Dès lors, le gouverneur est "commis", représentant de l'Etat en province.

2. Le président régional du M.P.R. et gouverneur de province

Le président régional du M.P.R. représentait le Parti en région. Il représentera aussi l'Etat à la fusion de ces deux institutions. Il devient ainsi l'unique responsable de la région. Il exécute à la tête de l'administration de sa région, la politique du M.P.R. définie par le Président-Fondateur du M.P.R., qui est de ce fait Président de la République. Notons ici que la politique de la République correspond à celle de la province, situation qui n'était pas la même à l'époque des "présidents provinciaux", ceux-ci ayant eu à exécuter une politique quasi autonome. De même, le président régional est non pas président de l'entité territoriale mais président régional du Parti, représentant à la fois du Chef du Parti, qui est (en même temps) Chef du gouvernement.

Il n'est pas sans intérêt de noter que le président régional du M.P.R. et gouverneur de province n'a pas dans ses attributions le commandement de l'armée. Il ne dispose pas non plus d'un gouvernement, et ne tient pas son pouvoir de l'assemblée provinciale qui n'existe pas du fait de la centralisation des pouvoirs. Sa nomination et sa révocation sont du ressort du Président-Fondateur du M.P.R., Président de la République. Commis de l'Etat, eu égard à ses attributions, il jouit d'un titre, quelque peu honorifique, de "gouverneur", qui ne tardera pas à disparaître.

3. Le président régional du M.P.R. et commissaire de région

Le contenu, la portée et la signification réelle de ce titre du Président régional et Gouverneur de région sont consignés dans le discours présidentiel du 6 janvier 1966.

Le nouveau titre coupe court au décalage terminologique. Le vocable "commissaire" est celui qui semble convenir le mieux. Il signifie un préposé (du latin *committere*) ou mieux une personne chargée d'une fonction temporaire.

En 1972, intervient l'uniformisation des appellations qu'accompagne la fusion des exécutifs du Parti et de l'Etat. Le pouvoir appartient alors au M.P.R. qui est aux termes de la Constitution, l'institution suprême et unique de la République. Le pouvoir appartient au Parti qui l'exerce par l'entremise de son Président ; les nominations des responsables territoriaux sont laissées à la discrétion de ce dernier.

Dès lors, le "commissaire" exerce un pouvoir délégué et se situe au niveau de l'exécution des décisions dont le contrôle demeure centralisé.

Somme toute, le président régional du M.P.R. et commissaire de région demeure "administrateur civil et animateur des activités du Parti".

Ce terme se maintiendra huit années durant.

4. Le président régional du M.P.R., commissaire politique et gouverneur de région

Le président régional du M.P.R. est entré au Bureau politique pour des raisons ci-dessus évoquées.

A-t-on voulu éviter la tautologie contenue dans "président régional, commissaire politique et commissaire de région" ? On est tenté de le croire. Mais, en réalité, la raison fondamentale est la suivante : le 1er juillet 1977, le processus de décentralisation régionale est engagé. Chaque responsable est sensibilisé selon la nouvelle vision des choses : il devra "gouverner" réellement : avoir la main-mise sur les services régionaux, sur l'armée, etc...

Ce courant décentralisateur de 1977 faisait naître assurément un autre décalage terminologique. En effet pendant cette période, l'autorité dans la territoriale portait encore le titre de commissaire de région alors qu'en réalité ses pouvoirs s'étaient élargis. Ce fut la

raison manifeste qui a conduit à la mutation terminologique.

En 1980, l'autorité régionale investie d'un pouvoir réel, est à la tête d'une personne morale ayant une personnalité juridique. Comme avant la Deuxième République, le "gouverneur" préside aux destinées de sa région même si en 1980, la décentralisation n'exclut point l'exercice du contrôle par le pouvoir central. En outre, le gouverneur de 1980 demeure le représentant du Chef du Parti. Il exécute la politique du M.P.R. et les lignes politiques du Comité Central.

5. Le président régional du M.P.R. et gouverneur de région

Pourquoi la dénomination précédente est-elle tombée ? Le Bureau politique, à la création du Comité Central, a changé d'attributions. Emanation du Comité Central, le Bureau politique est devenu l'organe de contrôle de l'application des décisions du Comité Central. L'importance numérique de ses membres a été réduite considérablement.

Ces décisions sont d'application rigoureuse, même dans la territoriale. Et, pour que "nul ne soit juge et partie" dans le chef de l'autorité régionale, qui contrôlerait les décisions qui auraient été exécutées par elle-même, le chef de région quitte le Bureau politique.

Quant aux autres attributions qui lui sont reconnues, elles demeurent.

Par ailleurs, le gouverneur d'aujourd'hui qui jouit de larges attributions définies aux termes de la loi du 25 février 1982 portant organisation administrative et territoriale du Zaïre, est avant tout animateur des activités du Parti. Ceci est conforme à la double dimension du Mouvement Populaire de la Révolution qui est à la fois Parti et Etat, réalité qui a conduit au rôle dirigeant du Parti ; c'est-à-dire, le Parti exerce une force d'impulsion de toutes les fonctions de la cité.

Si les gouverneurs de région jouissent sans conteste de larges pouvoirs, ils ne semblent pas toutefois avoir

les mains totalement libres en raison non seulement du maintien de la centralisation du contrôle, mais aussi de la place désormais accordée aux Assemblées régionales, dont les membres pour une large part sont élus au suffrage universel.

En effet, aux termes de la loi du 25 février 1982, l'Assemblée régionale contrôle les activités du président régional du M.P.R. et gouverneur de région (art. 15, al. 9)

Le gouverneur d'aujourd'hui enfin évolue dans le contexte d'un comité régional du Parti qui, pour la première fois, apparaît dans un texte légal au niveau d'une loi. Le Comité régional, l'Assemblée régionale et lui-même le président régional et gouverneur de région, ces organes ainsi distribués et définis ont été voulus comme instruments réels pour asseoir la décentralisation économique régionale. Tel est l'objectif assigné à la nouvelle structuration de la territoriale : le Comité M.P.R. devant organiser les populations en forces de production, l'Assemblée régionale étant la présence de l'expression des aspirations et des intérêts de la région, le président régional et gouverneur l'administrateur des ressources tant matérielles qu'humaines et animateur de la ligne politique du Parti-Etat comme direction à imprimer à la réalité de l'entité régionale.

CONCLUSION

De 1885 à nos jours, la nomenclature des responsables territoriaux n'a guère notablement évolué, tout au moins dans sa formulation définitive. Si la Révolution Zaïroise l'a maintenue, elle lui a cependant trouvé d'autres contenus qui s'apparentent mieux aux impératifs de construction nationale et de développement économique.

La dénomination "président provincial" ou "président régional" est née dans la période d'après-colonisation. Elle ne couvre pas non plus, toujours, le même contenu. Celui-ci est souvent réactualisé pour mieux exprimer les préoccupations du moment.

Toute la nomenclature gravite autour de deux axes principaux : centralisation et décentralisation du pouvoir.

La Deuxième République tient à diriger le Zaïre selon sa propre idéologie. Cette volonté politique s'est traduite sur le plan de l'organisation administrative du pays par la création des nouvelles structures conformes à l'option du Parti-Etat, le Mouvement Populaire de la Révolution. Issues du Mobutisme, toutes ces nouvelles réalités socio-politiques de la nation devraient régir la territoriale considérée comme courroie de transmission et base d'action du M.P.R.

La Deuxième République a opéré des changements successifs dans les structures de la territoriale afin de la rendre efficace dans la poursuite de la réalisation de ses objectifs tels que consignés dans le Manifeste de la N'Sele, et précisés chaque jour par le Président-Fondateur, le Maréchal MOBUTU SESE SEKO.

Partant de la centralisation qui a été rendue indispensable par l'existence des forces centrifuges d'avant l'avènement de la Deuxième République, le Parti a progressivement oeuvré pour la décentralisation qui concerne la territoriale plus que tout autre secteur de

la vie nationale. D'où, les différents changements successifs dans ses structures.

Ces changements ont touché aussi bien les cadres appelés à diriger les différentes entités administratives du territoire national que les appellations utilisées pour les désigner et désigner ces mêmes entités.

ANNEXES

ANNEXE I

REPERTOIRE DES HAUTS CADRES DE LA TERRITORIALE, DE 1960 A 1983

Outre les noms des responsables, ce répertoire renseigne sur le début et la fin de leurs mandats respectifs, ainsi que sur leur appartenance politique. En ce qui est du dernier point, il faut signaler que l'appartenance politique des dirigeants ne sera plus mentionnée à partir de 65 parce que, dans un premier temps, leur choix n'était plus basé sur cette appartenance (les activités des diverses formations politiques ont été suspendues ou interdites) et que, peu après, avec la création du Mouvement Populaire de la Révolution (M.P.R.), tous les dirigeants, membres du M.P.R. devraient être générés par le Parti.

Le tableau est conçu de manière à permettre au lecteur de se faire lui-même une idée sur l'évolution des faits à ce niveau de 1960 à 1983.

PERIODE DE 1960 A 1962

Présidents provinciaux	Groupes politiques	début de mandat(1)
<u>A. Province de Léopoldville</u>		
1. KAMITATU Cléophas	P.S.A.	31 octobre 1960
2. DIOMI Gaston	ABAKO	février 1962
<u>B. Province du Kasaï</u>		
1. MUKENGE Barthélemy	P.S.D.A.	juin 1960 (2)
2. LUBAYA André	U.N.C.	
<u>C. Province du Katanga</u>		
1. TSHOMBE KAPENDA Moïse	CONAKAT	17 juin 1960
<u>D. Province du Kivu</u>		
1. MIRUHO Jean	CEREA	juin 1960
2. OMARI Adrien	CEREA	24 février 1961 (3)
<u>E. Province Orientale</u>		
1. FINANT Jean-Pierre	M.N.C./L.	juin 1960
2. MANZIKALA Jean-Foster	M.N.C./L.	janvier 1961 (4)
<u>F. Province de l'Equateur</u>		
1. EKETEBI Laurent	PUNA	juin 1960

- (1) Les dates de début de mandat sont celles où les présidents ou gouverneurs provinciaux ont été élus ou ont prêté serment.
- (2) MUKENGE Barthélemy est redevenu président provincial du Kasaï le 20 juillet 1962, après rejet par la chambre des représentants de la motion de censure n° 2 du 6 janvier 1962 déposée contre lui par l'assemblée provinciale du Kasaï.
- (3) Vers le mois de février 1961, il a existé une province dénommée "Province du Kivu-Maniema" formée anarchiquement sous l'emprise du gouvernement rebelle du vice-premier ministre GIZENGA Antoine qui s'était implanté à Stanleyville du 17 octobre 1961 au 27 janvier 1962.
- (4) Jusqu'avant le 3 avril 1962 et selon le rapport du 3 avril 1962 de la Commission des Affaires intérieures du gouvernement central, il y a eu dans cette province la formation anarchique d'un autre gouvernement provincial présidé par LOSALA Simon. Ainsi, constatant que l'existence simultanée dans cette province de deux gouvernements provinciaux nuisait gravement à l'ordre et à la tranquillité publique, le pouvoir central, en vue de faire face à la situation, a décrété, par ordonnance n° 111 du 27 juillet 1962, un état d'exception.

PERIODE DE 1962 A 1966

Présidents provinciaux	Groupes politiques	Début de mandat
<u>A. Province du Nord-Katanga</u>		
1. MWAMBA ILUNGA Prosper	BALUBAKAT	septembre 1962
2. SENDWE Jason	CARTEL KATANGAIS	21 septembre 1963 (5)
3. KABANGE NUMBI	BALUBAKAT	mars 1964
<u>B. Province du Lualaba</u>		
1. DIUR Dominique	CONAKAT	23 septembre 1963
<u>C. Province du Katanga oriental</u>		
1. BULUNDWE Edouard	CONAKAT	13 août 1963
<u>D. Province de la Lomami</u>		
1. MANONO Dominique	M.U.B.	Septembre 1962
<u>E. Province du Sud-Kasaï</u>		
1. NGALULA Joseph	M.N.C./K.	octobre 1962 (6)
<u>F. Province du Sankuru</u>		
1. DIUMASUMBU André	M.N.C./L.	septembre 1962
2. LUTULA Joseph	M.N.C./L.	janvier 1963
3. SUMBU Paul	M.N.C./L.	février 1964 (7)
<u>G. Province de Lulabourg</u>		
1. LUAKABWANGA François	U.N.C.	septembre 1962
<u>Province de l'Unité Kasaïenne</u>		
1. KAMANGA Grégoire	COAKA	septembre 1962
2. MINGAMBENGÉLE Godefroid	M.N.C./K.	10 octobre 1963

- (5) Jason SENDWE redeviendra président provincial en avril 1964 après sa réconciliation avec KABANGE NUMBI.
- (6) Le président Joseph NGALULA succède à Albert KALONJI qui jusqu'en septembre 1962 dirigeait dans cette province, un gouvernement illégal sur un territoire appelé "Etat autonome du Sud-Kasaï".
- (7) Le premier gouvernement dirigé par Paul SUMBU fut formé à l'issue de la session extraordinaire présidée à Kole, du 22 au 24 décembre 1963, par le commissaire extraordinaire adjoint, KISHWE, et annulé par le gouvernement central.

H. Province du Kwango

- | | | |
|---------------------------|--------------|-------------------|
| 1. DELVAUX Albert Arthur | FRONT COMMUN | 11 septembre 1962 |
| 2. PASHI Alphonse | LUKA | octobre 1962 |
| 3. MASIKITA Pierre | LUKA | août 1963 |
| 4. KAVUNZU DELUNDA Pierre | LUKA | avril 1964 (8) |

I. Province de Maindombe ou du Lac Léopold II

- | | | |
|---------------------|----------------|--------------------|
| 1. KOUMORICO Victor | UNILAC(P.N.P.) | septembre 1962 (9) |
| 2. ZANGAMBE | R.D.A. | avril 1964 |

J. Province de Kwilu

- | | | |
|-----------------|-----------|----------------|
| 1. LETA Norbert | P.S.A./K. | septembre 1962 |
|-----------------|-----------|----------------|

K. Province de la Cuvette centrale

- | | | |
|----------------|-------|----------------|
| 1. ENGULU Léon | UNIMO | septembre 1962 |
|----------------|-------|----------------|

L. Province du Moyen-Congo

- | | | |
|--------------------|-------|------------|
| 1. EKETEBI Laurent | PUNA | avril 1963 |
| 2. ENGWANDA A. | UNIDA | juin 1964 |

M. Province de l'Ubangui

- | | | |
|----------------------|------|----------------|
| 1. NZONDONMYO Alfred | MEDA | septembre 1962 |
|----------------------|------|----------------|

N. Province du Kongo central

- | | | |
|-------------------------|-------|---------------------|
| 1. MOANDA Vital-Faustin | ABAKO | septembre 1962 (10) |
|-------------------------|-------|---------------------|

O. Province des Uélés

- | | | |
|---------------|--------|----------------|
| 1. MAMBAYA P. | P.N.P. | septembre 1962 |
|---------------|--------|----------------|

P. Province de Kibali-Ituri

- | | | |
|--------------------------|-----------|----------------|
| 1. MANZIKALA Jean-Foster | M.N.C./L. | septembre 1962 |
|--------------------------|-----------|----------------|

(8) Au cours de ce même mois d'avril 1984, il y a eu un autre gouvernement présidé par J. KULUMBA (voir *Etudes congolaises*, vol. V, n° 8, octobre 1964, page 42.)

(9) En septembre 1963, il y eut scission au sein du gouvernement provincial suivie de la formation d'un gouvernement dissident dirigé par MIBOLA et composé d'originaires de Kutu.

(10) MOANDA Vital a été élu président provincial pour la première fois en mars 1961, à l'occasion de l'installation des institutions "de facto" du Kongo central (voir *Etudes congolaises*, vol. II, n° 18, octobre 1984, page 43.)

Q. Province du Haut-Congo

1. GRENFELL Georges	M.N.C./L.	juin 1963
2. ISOMBUMA Paul	P.N.P.	juillet 1963
3. ARADJABU	M.N.C./L.	mai 1964

R. Province du Maniema

1. KANGA Ignace	P.N.P.	septembre 1962
2. KISANGA Hilaire	M.N.C.	décembre 1962
3. TSHOMBA Fariala	P.N.P.	juin 1964

S. Province du Kivu central

1. MALAGO Simon	RECO	16 juillet 1963
-----------------	------	-----------------

T. Province du Nord-Kivu

1. MOLEY Bénézech	INDEPENDANT	septembre 1962
-------------------	-------------	----------------

<u>Gouverneurs de province</u>	Groupes politiques	Début de mandat
--------------------------------	--------------------	-----------------

A. Province du Nord-Katanga

1. NDALA KAMBOLA Henri	CONACO	1 septembre 1965
------------------------	--------	------------------

B. Province du Lualaba

1. DIUR Dominique	CONACO	24 août 1965
-------------------	--------	--------------

C. Province du Katanga oriental

1. MUNONGO Godefroid	CONACO	20 juillet 1965
----------------------	--------	-----------------

D. Province du Haut-Congo

1. ALAMAZANI Ignace Michel	P.N.P.	6 juillet 1965
----------------------------	--------	----------------

E. Province de la Cuvette centrale

1. ENGULU Léon	UNIMO	18 octobre 1965
----------------	-------	-----------------

F. Province de Kibali-Ituri

1. MANZIKALA Jean Foster	M.N.C./L.	3 août 1965
--------------------------	-----------	-------------

G. Province de Lomami

1. MANONO Dominique	MUB	18 octobre 1965
2. KIKANGALA Jean-Marie		21 avril 1966 (11)

(11) Depuis le discours présidentiel du 12 décembre 1965 interdisant pendant 5 ans la politique des partis au Zaïre alors Congo, jusqu'au 19 mai 1967

H. Province de Sankuru

1. WETSHINDJADI Benoît	M.N.C./L.	6 juillet 1965
2. KIHUYU Etienne		avant le 25 avril 1966

I. Province de l'Unité Kasaienne

1. MBOMBO Robert	COAKA	31 juillet 1965
------------------	-------	-----------------

J. Ville de Léopoldville

1. ZOAO Boniface		(12)
------------------	--	------

K. Province des Uélés

1. KUPA François	P.N.P.	6 juillet 1965
------------------	--------	----------------

L. Province de Luluabourg

1. TSHILUMBA Constantin	U.D.A.	3 août 1965
2. LUAKABUANGA François		avant 25 avril 1966

M. Province du Congo Central

1. MOANDA Vital Faustin	ABAKO	23 septembre 1965
-------------------------	-------	-------------------

N. Province de Kwilu

1. TAKIZALA Henri		janvier 1966
-------------------	--	--------------

O. Province de Kwango

1. MASIKITA Pierre	LUKA	20 juillet 1965
--------------------	------	-----------------

P. Province du Nord-Kivu

1. PALUKU Denis	INDEPENDANT	6 juillet 1965
-----------------	-------------	----------------

Q. Province de Maniema

1. LUANGY Pascal		24 janvier 1966
------------------	--	-----------------

R. Province du Lac Léopold II

1. MONGUYA Daniel	UNILAC	20 juillet 1965
-------------------	--------	-----------------

toutes les affectations des gouverneurs de province se sont effectuées en dehors de dépendance des partis politiques. Après le 20 mai 1967, les affectations se sont effectuées sous la mouvance du M.P.R.

(12) Jusqu'au 26 avril 1966, ZOAO Boniface est premier bourgmestre de la ville de Léopoldville. Après cette date, il est remplacé par le premier gouverneur de la ville, en la personne du Colonel Alphonse BANGALA. (Ord. n° 66-267 du 27 avril 1966).

S. Province de l'Ubangi,

1. DENGE Michel	MEDA	20 juillet 1965
-----------------	------	-----------------

T. Province du Moyen-Congo

1. SAKOMBI Denis	PUNA	10 août 1965
------------------	------	--------------

U. Province du Kivu central

1. BOJI Dieudonné		avant le 25 avril 1966
-------------------	--	------------------------

V. Province du Sud-Kasaï

1. MUKAMBA Jonas	DECO	26 juin 1965
------------------	------	--------------

PERIODE DE 1966

Gouverneurs de province

Début de mandat (13)

A. Province du Kongo central

1. MOANDA Vital Faustin 23 septembre 1965

B. Province de Bandundu

1. TAKIZALA Henri Désiré 25 avril 1966

C. Province du Nord-Katanga

1. KAMBOLA NDALA Henri 1 septembre 1965 (14)
2. KITANTA Ladislas 26 décembre 1966

D. Province du Sud-Katanga

1. MUNONGO Godefroid 25 avril 1966 (14)
2. MUHONA Paul 26 décembre 1966

E. Province du Kasai occidental

1. LUAKABUANGA François 25 avril 1966

F. Province du Kasai oriental

1. MUKAMBA Jonas 25 avril 1966

G. Province du Haut-Congo

1. ALAMAZANI Ignace Michel 6 juillet 1965 (14)
2. NKOY Augustin 26 décembre 1966

H. Province de Kibali-Ituri

1. MANZIKALA Jean Foster 3 août 1965

(13) La première réduction du nombre des provinces a ramené ces dernières de 21 à 12 (ord. n° 66/205 du 6 avril 1966 modifiant les divisions du territoire de la République et complétée par arrêté ministériel n° 288 du 11 avril 1966). Jusque-là, les provinces non encore fusionnées étaient : le Kongo-Central, le Nord-Kivu, le Nord-Katanga, le Kibali-Ituri, le Haut-Congo, les Uélès.

(14) Suspectés de collusion avec les mutins de la rébellion katangaise et de Kisangani en juillet-septembre 1966, les gouverneurs KAMBOLA NDALA Henri, MUNONGO Godefroid et ALAMAZANI Ignace Michel ont été suspendus de leurs fonctions puis révoqués par Ordonnance présidentielle du 24 décembre 1966 (Congo, 1966, pp. 233, 234, 264.)

I. Province des Uélés

I. KUPA François

6 juillet 1965

J. Province du Sud-Kivu

I. BOJI Dieudonné

25 avril 1966

K. Province du Nord-Kivu

I. PALUKU Denis

6 juillet 1965

L. Province de l'Equateur

I. ENGULU Léon

25 avril 1966

PERIODE DE 1966 A 1972

Gouverneurs de province

Actes de nomination

A. Ville de Kinshasa (15)

- | | |
|---------------------------|---|
| 1. BANGALA Alphonse Devos | ord. n° 66-267 du 27 avril 1966 |
| 2. NAUWELAERTS Paul | ord. n° 69-026 du 5 avril 1969 |
| 3. MANZIKALA Jean Foster | arrêté minist. n° 35 du 10 janvier 1970 |
| 4. N'DJOKU Eugène | ord. n° 70-239 du 10 décembre 1970(16) |

B. Province de Bandundu

- | | |
|-----------------------------|---|
| 1. TAKIZALA Henri-Désiré | 25 avril 1966 |
| 2. LUAKABUANGA François | janvier 1967 (17) |
| 3. KUPA François | cc n° 253/249/67 du 12 septembre et
ord. n° 68-241 du 10 juillet 1968. |
| 4. MUHONA Paul | arrêt. min. n° 148 du 2 septembre 1968 |
| 5. KANIKI Anaclet | ord. n° 68-421 du 8 novembre 1968 et
arr. min. n° 2200 du 10 décembre 1970 |
| 6. MULENDA SHAMWANGE MUTEBI | ord. n° 72/270 bis du 17 juillet
1972 et arr. min. n° 739 du 18 juil 1972 |

C. Province du Kasaï occidental

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 1. LUAKABWANGA François | 28 avril 1966 |
| 2. MUHONA Paul | janvier 1967 (17) et ord. n° 68-241 du
10 juillet 1968. |
| 3. NTIKALA André-William | arr. minis. n° 148 du 12 septemb. 1968 |
| 4. MONGUYA Daniel | arr. minis. n° 2200 du 10 décem. 1970 |
| 5. TAKIZALA LUYANU
MWISI MBINGINI | arr. minist. n° 0249 du 24 février 1972. |

-
- (15) Par ordonnance-loi n° 66/564 du 3 octobre 1966, l'appellation "Ville de Léopoldville" change et devient "Ville de Kinshasa".
- (16) Par ordonnance n° 76/093 du 27 mai 1976, Eugène N'DJOKU est démis de ses fonctions de commissaire urbain.
- (17) Au début de janvier 1967, en application des mesures contenues dans son message du 24 novembre 1966, le Général Mobutu permute pour la première fois, les gouverneurs de province et les affecte dans les provinces d'où ils ne sont pas originaires. Dans ce message, le chef de l'Etat dit que "les gouverneurs de province deviendront des fonctionnaires de carrière ou des commis de l'Etat. Aucun gouverneur ne travaillera plus dans sa région d'origine. Ils seront tous permutés."

D. Province du Kasai oriental

1. MUKAMBA Jonas
2. TAKIZALA Henri-Désiré
3. NDEBO Bernard
4. BOJI Dieudonné
5. NTIKALA André-William
6. DERICOYARD Marcel
7. MUZAGBA NGBUKA

25 avril 1966

janvier 1967

cc n° 253/249/67 du 12 septembre 1967

arr. minist. n° 148 du 2 septembre 1968

ord. n° 60-075 bis du 12 mars 1969 et

arr. minist. n° 0098 du 12 mars 1969

arr. minist. n° 2200 du 10 déc. 1970

ord. n° 71-193 du 24 juillet 1971 et

arr. minist. n° 878 du 24 juillet 1971

arr. minist. n° 739 du 18 juillet 1972

et ord. n° 72-270 bis du 17 juil. 1972

E. Province du Katanga

1. MUHONA Paul
2. MANZIKALA Jean Foster
3. PALUKU Denis
4. ENGULU Léon
5. TAKIZALA Henri Désiré
6. MONGUYA MBENGE
7. DUGA KUGBETORO

27 décembre 1966

janvier 1967 (17)

cc. n° 253/249/67 du 12 septemb. 1967

arr. minist. n° 148 du 2 sept. 1968

arr. minist. n° 2200 du 10 déc. 1970

arr. min. n° 249 du 24 février 1972

ord. n° 72-269 du 17 juillet 1972 et

arr. minist. n° 0739 du 18 juillet 1972

F. Province du Kivu

1. PALUKU Denis
2. ENGULU Léon
3. MUKENGE Barthélemy
4. NAUWELAERTS Paul

27 décembre 1966

janvier 1967 (17)

cc. n° 253/249/67 du 12 sept. 1967

ord. n° 68-241 du 10 juillet 1968

ord. n° 69-149 bis du 2 août 1969 et

arr. minist. 227/69 du 2 août 1969

arr. minist. n° 2200 du 10 déc. 1970 et

ord. n° 70-009 du 15 janvier 1970

G. Province Orientale

1. MANZIKALA Jean Foster
2. MOANDA Vital Faustin
3. DENGÉ Michel
4. GEYERO-te-KULE

28 décembre 1966

janvier 1967 (18)

cc. n° 253/249/67 du 12 sept. 1967

ord. n° 68-241 du 10 juillet 1968

ord. n° 70-009 du 15 janvier 1970

H. Province de l'Equateur

1. MUKAMBA Jonas

janvier 1967 (17)

cc. n° 253/249/67 du 12 sept. 1967

ord. n° 68-241 du 10 juillet 1968

(18) Vital MOANDA est démis de ses fonctions de gouverneur par ordonnance n° 67-318 du 18 août 1967.

2. PALUKU Denis
3. BULUNDWE Edouard
4. TAKIZALA Henri Désiré
5. NGOMA Oscar

arr. minist. n° 148 du 2 sept. 1968
 ord. n° 69-075 bis du 12 mars 1969 et
 arr. minist. n° 0080 du 12 mars 1969
 arr. minist. n° 227-69 du 2 août 1969
 arr. minist. n° 2200 du 10 déc. 1970 et
 ord. n° 70-330 du 10 décembre 1970

I. Province du Kongo central

1. PALUKU Denis
2. LUAKABWANGA François
3. NDALA Bruno
4. KANIKI Anaclet
5. BOJI Dieudonné
6. NZUZI wa MBOMBO Tsh.

janvier 1967
 cc. n° 253/249/67 du 12 déc. 1967
 ord. n° 68-241 du 10 juillet 1968
 arr. minist. n° 148 du 2 septembre 1968
 arr. minist. n° 0207-69 du 2 août 1969
 arr. minist. n° 2200 du 10 déc. 1970
 arr. minist. n° 739 du 18 juillet 1972
 ord. n° 72-271bis du 17 juil. 1972 (19)

7. DERIKOYE TITA NGINDO

arr. minist. n° 0249 du 24 février 1972

(19) Déchargée de ses fonctions de commissaire de région par ordonnance n° 75-147 du 21 mai 1975, NZUZI wa MBOMBO est réhabilitée dans ces mêmes fonctions par ordonnance n° 75-296 du 19 novembre 1975. Depuis lors, elle ne les a jamais exercées effectivement jusqu'à sa nomination en qualité de membre du Comité Central du M.P.R., le 2 septembre 1950.

PERIODE DE 1972 A 1983

a. Commissaires de région

Actes de nomination

A. Ville de Kinshasa

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| 1. SAKOMBI INONGO | ord. n° 76-097 du 29 mai 1976 |
| 2. MANDUNGU BULA NYATI | ord. n° 78-055 du 21 janvier 1978 |
| 3. MABOLIA INENGO TRA BWATO | ord. n° 80-012 du 18 janvier 1980 |

B. Région de Bandundu

- | | |
|---------------------|-----------------------------------|
| 1. KABANGU LUNYANYA | ord. n° 75-016 du 14 janvier 1975 |
| 2. MAKOLO JIBIKILAY | ord. n° 78-21 du 24 janvier 1978 |
| 3. ALEMO LONGWAMA | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

C. Région du Kasai occidental

- | | |
|-------------------------------|------------------------------------|
| 1. NGOMA NTOTO MBWANGI | a.d. n° 0087 du 20 mars 1974 |
| 2. N'DEBO-a-KANDA di ne NKEZA | a.d. n° 043 du 3 février 1976 (20) |
| 3. KONDE VILA-ki-KANDA | (21) |
| 4. KAMAKANDA N'KOMA | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

D. Région du Kasai oriental

- | | |
|------------------------------|--|
| 1. MATABISI IYALEKELE ILANDA | ord. n° 74-056 du 19 mars 1974 et
a.d. n° 0087 du mars 1974 |
| 3. KYALWE MIHAMBO | ord. n° 76-095 du 27 mai 1976 |
| 4. MPIKA MASAMBA NGOLOMISO | ord. n° 77-055 du 7 mars 1977 |
| 5. KAMAKANDA N'KOMA | a.d. n° 021 du 24 janvier 1978 et ord.
n° 79-101 du 30 avril 1979 |
| 6. EFAMBE Y'OLANGA | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

E. Région du Shaba

- | | |
|-----------------------------|----------------------------------|
| 1. ASSUMANYI BUSANYA LUKILI | a.d. n° 038 du 4 février 1976 |
| 2. EFAMBE Y'OLANGA | a.d. n° 088 du 10 juillet 1977 |
| 3. SINGA BOYENGE MOSAMBAYI | ord. n° 79-009 du 5 janvier 1979 |
| 4. MANDUNGU BULA NYATI | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

(20) L'ordonnance n° 76-311 du 19 octobre 1976 met fin au mandat de N'DEBO-a-KANDA en tant que commissaire de région.

(21) Par ordonnance n° 100-79 du 30 avril 1979, KONDE VILA-ki-KANDA est nommé Secrétaire d'Etat à l'Administration du Territoire.

F. Région du Kivu

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| 1. N'DEBO ya LUTETE | a.d. n° 0249 du 24 février 1975 |
| 2. MATABISI IYALEKE ILANDE | a.d. n° 043 du 9 février 1976 |
| 3. MULENDA SHAMWANGE MUTEBI | ord. n° 78-055 du 21 janvier 1978 |
| | a.d. n° 19 du 24 janvier 1978 |
| 4. MWANDO NSIMBA | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

G. Région de l'Equateur

- | | |
|----------------------------|---|
| 1. MBALA MBABU | ord. n° 74-056 du 19 mars 1974 et a.d. n° 0087 du 20 mars 1974 |
| 2. LOPOSO NZELA BALOMBE | ord. n° 74-056 du 19 mars 1974 et a.d. n° 0087 du 20 mars 1974. |
| 2. LOPOSO NZELA BALOMBE | ord. n° 75-170 du 23 juin 1975 |
| 3. NAMWIZI ma KOYI | ord. n° 78-055 du 21 janvier 1978 et a.d. n° 019 du 24 janvier 1978 |
| 4. M'PAMBIA MUSANGA BEKAJA | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

H. Région du Haut-Zaïre (22)

- | | |
|-----------------------------|---|
| 1. ASSUMANI BUSANYA LUKILI | ord. n° 73-261 du 17 septembre 1973 |
| 2. KONDE VILA-ki-KANDA | ord. n° 76-012 du 4 février 1976 et a.d. n° 038 du 4 février 1976 |
| 3. MABOLIA INENGO TRA BWATO | ord. n° 78-055 du 21 janvier 1978 et a.d. n° 019 du 24 janvier 1978 |
| 4. TSHIALA MWANA TSHINGOMBE | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

I. Région du Bas-Zaïre (23)

- | | |
|----------------------------|---|
| 1. EFAMBE Y'OLANGA | ord. n° 76-012 bis du 4 février 1976 et a.d. n° 038 du 4 février 1976 |
| 2. ILUNGA MUKALA MUBABINGA | ord. n° 77-203 du 11 juillet 1977 |
| 2. TSHIAMALA TSHINGOMBE | ord. n° 78-056 du 21 janvier 1978 et a.d. n° 19 du 24 janvier 1978 |
| 4. MAKOLO JIBIKILAY | ord. n° 80-13 du 18 janvier 1980 |

(22) L'ordonnance n° 76-094 du 27 mai 1967 décharge NGOMA de ses fonctions de commissaire de région. Elle le met à la retraite à dater du 31 mai 1976, au grade de directeur général (Cfr. art. 2).

(23) L'appellation "République Démocratique du Congo" cède la place à l'appellation "République du Zaïre" par la décision du Bureau Politique du 27 octobre 1971. Les provinces orientale et Kongo central sont devenues respectivement Haut-Zaïre et Bas-Zaïre.

b. Gouverneurs de région

Actes de nomination

1. Ville de Kinshasa

1. KISOMBE kia KIMUISI

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

2. SAKOMBI EKOPE

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

3. KABAIDI wa KABAIDI

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

2. Région de Bandundu

1. MALUMBA NBANGULA

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

2. KONDE VILA KIKANDA

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

3. Région du Kasaï occidental

1. Pasteur KYEMBWA wa LUMONA

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

2. ZAMUNDU AGENONG'HA

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

4. Région du Kasaï oriental

1. EFAMBE Y'OLANGA

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

2. ZAMUNDU AGENONG'HA

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

3. DUGA KUGBETORO

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

5. Région du Shaba

1. MANDUNGU BULA NYATI

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

6. Région du Kivu

1. MWANDO NSIMBA

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981

ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

7. Région du Haut-Zaïre

1. MBENZÀ TUBI

ord. n° 80-206 du 27 août 1980

2. NTIKALA-E-IBOLE MULUDIKI

ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et

a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981 (24)

(24) NTIKALA a été démis de ses fonctions de président régional du M.P.R. et de gouverneur de région quatre mois avant sa révocation par ordonnance n° 83-083 du 18 mars 1983.

3. SUKADI BULAYI MUDIMBE ord. n° 82-177 du 5 novembre 1982

8. Région de l'Equateur (25)

1. MUKAMBA KADIATA NZEMBA ord. n° 80-206 du 27 août 1980
ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et
a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981
2. KITITWA TUMANSI BENGATUNDU ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

9. Région du Bas-Zaïre

1. ZAMUNDU AGENONG'HA ord. n° 80-206 du 27 août 1980
2. MALUMBA MBANGULA ord. n° 81-188 du 10 octobre 1981 et
a.d. n° 81-077 du 15 octobre 1981
3. MAKOLO JIBIKILAY ord. n° 83-083 du 18 mars 1983

(25) KITITWA TUMANSI BENGATUNDU est nommé le 21 mai 1984 premier vice-président du Bureau du Comité Central du M.P.R. et abandonne dès lors ses fonctions de président régional du M.P.R. et gouverneur de la région de l'Equateur.

ANNEXE II

LISTE DES TEXTES LEGAUX SE RAPPORTANT ENTIEREMENT A LA TERRITORIALE

1. Etat indépendant du Congo

1er mars 1888	Règlement sur les palabres
6 octobre 1891	Décret du 6 octobre 1891
4 août 1895	Circulaire
18 avril 1904	Lettre circulaire du Vice-gouverneur général
3 juin 1906	Décret
16 août 1906	Circulaire

2. Congo-Belge

1908	Charte coloniale
28 juillet 1914	Arrêté royal
29 juin 1933	Arrêté royal
1er juillet 1947	Arrêté du Régent
13 octobre 1959	Décret
19 mai 1960	Loi fondamentale

3. Première République

9 mars 1962	Loi
27 avril 1962	Loi
1er août 1964	Constitution de Luluabourg

4. Deuxième République

24 décembre 1966	Discours du Président-Fondateur
10 avril 1967	Ordonnance-loi n° 67-177
24 juin 1967	Constitution révolutionnaire
20 janvier 1968	Réforme de l'organisation des villes et du statut de la ville de Kinshasa
23 décembre 1970	Révision constitutionnelle. Loi de cette date
30 août 1972	Ordonnance changeant l'appellation "province" en celle de "région"
5 janvier 1973	Loi n° 73-015
1er juillet 1977	Discours du Président-Fondateur
20 janvier 1978	Loi n° 78-008
2 octobre 1981	Ordonnance-loi
25 février 1982	Loi n° 82-006

TABLE

Introduction	5
Chap. 1. L'Empire de l'Etat indépendant du Congo..	7
Chap. 2. L'organisation territoriale sous le régime du Congo Belge	10
Sect. 1. L'évolution de la législation	12
Sect. 2. La nomenclature des Administrateurs ...	13
Sect. 3. Fondement et signification de la nomenclature	15
Chap. 3. Le régime de la première <u>République</u>	18
Sect. 1. L'évolution de la législation	19
Sect. 2. La nomenclature des Administrateurs ...	20
Sect. 3. Fondement et signification de la nomenclature	21
Chap. 4. La Deuxième République	23
Sect. 1. L'évolution de la législation	25
Sect. 2. La nomenclature des Administrateurs ...	27
Sect. 3. Fondement et signification de la nomenclature	30
Conclusion	35
Annexes	
1. Répertoire des hauts cadres de la Territoriale, de 1960 à 1983	39
2. Liste des textes légaux	55

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DU PARTI

LES GRANDS TEXTES DU MOBUTISME



FORCAD
INSTITUT MAKANDA KABOBI

**Achevé d'imprimer sur les presses de
l'imprimerie de la Société Missionnaire St Paul
sur papier canadien, qualité Eddy Bond
Limete/Kinshasa (Zaïre)**